

La négociation à la belge

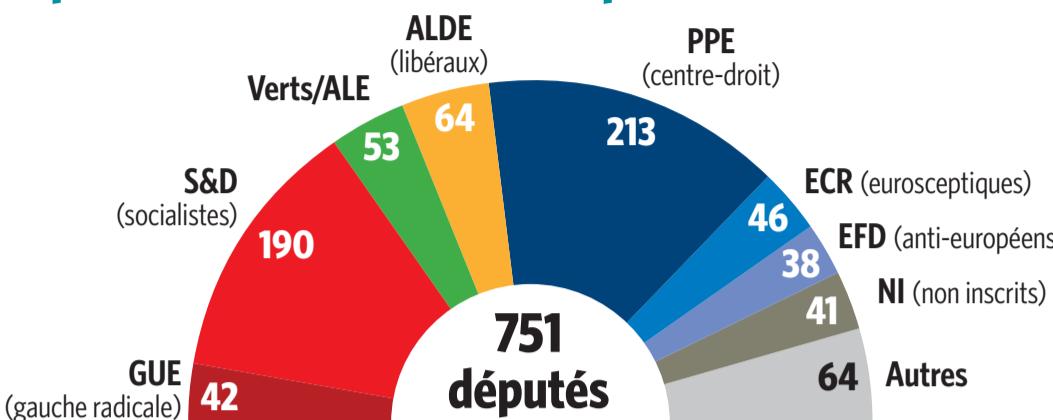
► Deux réunions cruciales ce mardi.
► Le matin au Parlement européen, et le soir au Conseil avec un sommet informel des 28.

Au lendemain des élections, le monde politique européen est entré dans sa phase... belge. Autrement dit, dans la phase préliminaire de négociations pour former une coalition, et surtout pour désigner le prochain président de la Commission européenne. Cette phase débute officiellement ce mardi par deux réunions qui suscitent une énorme curiosité. Ce matin à 11 heures, les chefs de groupe du Parlement européen sortant se réunissent sous la présidence du président... Martin Schulz. Thème de la réunion : désigner parmi les candidats officiels celui qui, le premier, tentera de former une majorité autour de son nom. Le soir, lors d'un dîner informel convoqué par Herman Van Rompuy, président du Conseil - « un Belge, cela tombe bien ! », se réjouit-on -, les chefs d'État et de gouvernement des 28 se retrouvent aussi à Bruxelles afin d'évaluer le résultat des élections européennes, et de coordonner leur approche quant à la procédure de la désignation du successeur à Jose Manuel Barroso. Trop tôt pour « parler de noms », a prévenu officiellement Herman Van Rompuy ? Il en sera sans doute beaucoup question au contraire. Mais le président veut aussi qu'il soit « réfléchi aux défis qui attendent l'UE, et à nos priorités pour les années à venir ». Une façon de préparer une éventuelle négociation avec un candidat à la présidence sur ce que sera son « mandat » à la tête de la Commission...

Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, candidat du PPE, deviendra-t-il ce président de la Commission ? Sur le papier, les choses paraissent claires : avec 213 sièges dans la nouvelle assemblée selon les dernières projections, le PPE dispose d'une avance confortable de 23 sièges sur les 190 sièges du

groupe S&D (socialistes), dont le candidat est l'Allemand Martin Schulz. Or les trois familles politiques principales (les deux précitées, plus l'ALDE emmenée par le Belge Guy Verhofstadt) avaient convenu avant les élections que celui des trois candidats arrivé en tête aurait la priorité pour entamer des négociations afin de former une majorité autour de son nom. Lequel serait ensuite proposé au Conseil. Mais au soir de l'élection de dimanche, Martin Schulz créait la surprise en déclarant qu'il comptait lui aussi entamer des négociations pour former une majorité autour de lui. Lundi matin, Jean-Claude Juncker a

Répartition au Parlement européen



LE SOIR 27.05.14

mis en garde : « Je considère Martin Schulz comme un ami, et je lui conseille amicalement de ne pas emprunter cette direction. » Si les responsables de partis et leurs candidats ne s'entendent pas rapidement, les chefs d'État, qui n'ont jamais été très chauds pour cette procédure, pourraient alors en profiter pour désigner un président de Commission choisi ailleurs que parmi les candidats des partis. « Dans ce cas de figure, tant Juncker que Schulz sont brûlés », nous affirmait cadre d'un des deux partis.

Sur le papier, les choses paraissent pourtant claires (bis). Arithmétiquement, une seule



Jean-Claude Juncker et Martin Schulz : le début des grandes manœuvres... © DPA.

eurosceptiques « La guerre civile de partis anti-Europe a commencé »

C'est indéniable : dimanche, le Parlement s'est pris une vague populiste en pleine face. Plus de 27 % pour le Ukip (droite xénophobe, eurosceptique), 26,57 % pour Syriza (extrême gauche, eurokritique), 25 % pour le FN et 19,5 % pour le FPÖ autrichien (extrême droite, eurosceptiques). Et la liste est encore longue...

« Si l'on rassemble les députés d'extrême droite, ceux de la gauche radicale, les conservateurs eurosceptiques de gouvernement comme David Cameron et les néonazis, on arrive entre 24 et 30 %, analyse Yves Bertoncini, directeur du centre d'étude Notre Europe - Institut Jacques Delors. C'est l'équivalent du score des socialistes européens, qui sont à 25 %. Mais contrairement aux socialistes, les eurosceptiques ne seront pas rassemblés en un groupe homogène... »

Les règles du jeu

Pour former un groupe parlementaire, il faut rassembler un minimum de 25 députés, issus d'au moins sept Etats-membres. Le but de la manœuvre ? Garantir aux députés du groupe un temps de parole plus important en séance plénière, des travaux en commission, des loyaux, des fonds... Bref, davantage de poids politique.

Du côté de l'extrême gauche, le groupe GUE/NGL est sur les rails pour former un groupe en vue de la législature 2014-2019. Il sera même renforcé par rapport à la législature précédente (42 députés



Geert Wilders, Partij van de vrijheid (Pays-Bas). © AFP.



Heinz-Christian Strache, FPÖ (Autriche). © AFP.



Gábor Vona, Jobbik (Hongrie). © DR.



Alexis Tsipras, Syriza (Grèce). © AFP.

contre 35 en 2009) grâce aux six députés du parti grec Syriza et - à confirmer - l'arrivée des indignés espagnols de Podemos (cinq députés).

Du côté de la droite et de l'extrême droite, les affaires s'annoncent beaucoup plus compliquées. « Autant l'extrême gauche est très unifiée, autant l'extrême droite ne l'est pas du tout », explique Anaïs Voy-Gillis, de l'Observatoire européen des extrêmes.

Depuis le mois de novembre, le FN notamment cherche des partenaires pour constituer un groupe au Parlement européen, comme il en a déjà existé par le passé. Au lendemain du scrutin, les spéculations sont multiples.

« Ce que l'on sait, c'est avec qui Marine Le Pen ne veut pas s'associer, et qui ne veut pas s'associer avec elle », pointe Jean-Yves Camus, spécialiste des extrémismes en Europe auprès de l'Iris. Ainsi le parti eurokritique allemand AfD, le

Parti populaire danois et le parti Les Finlandais jugent le FN infréquentable, tandis que Marine Le Pen pense de même des partis néonazis Jobbik (Hongrie), Aube dorée (Grèce) et NPD (Allemagne).

Dès lors, comment les populistes de droite s'organiseront-ils au Parlement ? Les experts sont unanimes pour les députés néofascistes : ils siégeront comme non-inscrits.

Quant aux autres - le FN, le PVV, le Vlaams Belang, le FPÖ, la Ligue du Nord (Italie), le UKIP, etc. -, ils vont tenter de rassembler les forces nécessaires pour former... deux groupes. Effectivement, Marine Le Pen (FN) et Nigel Farage (UKIP) ne comptent pas se partager la tribune : ils la jouent chacun pour soi.

Le FN, fort de ses 24 députés, tire le groupe des partis d'extrême droite. Le Ukip (24 eurodéputés également) est à la tête du clan des conservateurs euro-

sceptiques, qui formaient déjà d'un groupe en 2009-2014 (EFD, pour « Europe liberté démocraties »).

« La guerre civile des eurosceptiques a commencé », nous souffrait une source européenne, avant d'ajouter qu'« il n'y aura pas deux groupes différents. Si l'extrême droite arrive à constituer un groupe, l'EFD n'existera plus. Et inversement : si l'EFD se maintient, il n'y aura pas de groupe d'extrême droite. »

Deux scénarios de groupes parlementaires

Or, pour le moment, les comptes n'y sont toujours pas. Du côté des eurosceptiques, il y a : le Ukip, le Parti populaire danois, Ordre et Justice (Lituanie), CU-SGP (Pays-Bas) et Les Finlandais. Soit cinq Etats-membres, contre sept requis.

Du côté de l'extrême droite, on compte : le FN, le FPÖ, le PVV, le Vlaams Belang et la Ligue du Nord. Cinq Etats-

membres également.

Le FN comptait sur les Démocrates suédois (parti eurosceptique, anti-immigration), mais ces derniers ont signalé lundi qu'il y avait de grandes chances qu'ils siégent comme non-inscrits.

Le Vlaams Belang et la Ligue du Nord étaient, entre 2009 et 2014, inscrits dans le groupe EFD. « L'extrême droite est obligée d'aller puiser dans le camp de Nigel Farage (Ukip) si elle veut former son groupe », poursuit notre source. Mais si l'EFD perd des plumes à la faveur de l'extrême droite, les eurosceptiques auraient un avantage non négligeable : « L'EFD a une meilleure connaissance des mécanismes internes du Parlement, tandis que les partis d'extrême droite siégeaient comme non-inscrits. Ils n'ont pas l'habitude de fonctionner en groupe parlementaire. » Autrement dit : moins de chances de voir leur projet aboutir. ■

CATHERINE JOIE